

Le peuple palestinien a choisi la voie de la résistance

Journée de la terre en Palestine

Comité Action Palestine

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'état d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait expulsé près d'un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s'est poursuivie sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec le développement des colonies qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab, d'al-Quds et des lieux saints, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l'Etat d'Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France. Depuis fin 2015, la résistance populaire s'est ré-activée avec l'Intifada al-Aqsa. Frappant la société coloniale en son sein, cette expression du génie populaire s'installe dans la durée, malgré la répression sanglante – le nombre de martyrs avoisine les 300 – et la collaboration sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec l'ennemi sioniste. En réclamant aujourd'hui « des balles et des roquettes », le peuple palestinien en appelle à la convergence entre lutte populaire et action armée. Devançant les organisations politiques et militaires, le peuple a bien compris que seule une stratégie globale de résistance est à même de renverser durablement le rapport de force et de mettre fin à l'occupation sioniste de la Palestine. Il a également bien compris que le contexte international est favorable, surtout en raison des développements actuels en Syrie et du renforcement de l'axe de la résistance contre l'impérialisme et le sionisme. Le message que le peuple palestinien envoie au monde est clair. Leur seul objectif est la libération totale de la terre de Palestine et le seul moyen d'y parvenir est la résistance sous toutes ses formes. N'en déplaise à tous ceux qui en appellent à l'ONU et voudraient imposer une solution de co-existence entre colons et colonisés.

Comme les peuples vietnamiens et algériens l'ont démontré auparavant, le peuple palestinien est le seul à même de définir sa stratégie de résistance et de libération. Nous, Comité Action Palestine, sommes entièrement solidaires de cette résistance héroïque. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction de ses revendications légitimes :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés en Palestine occupée et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 33 ans dans les geôles de l'Etat français, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

Mars 2017